

COHABITATION DES LANGUES DANS LES MEDIAS AU CAMEROUN 1884-1960

Paul ZANG ZANG

Université de yaoundé I (Cameroun)

zangzangpaul@yahoo.fr

Résumé

Le présent article permet d'observer le fonctionnement de deux modèles de politiques linguistiques et leur incidence sur la cohabitation des langues dans les médias de 1884 à 1960 au Cameroun : le modèle ségrégationniste et le modèle assimilationniste. Le modèle ségrégationniste favorise l'éclosion des médias dans les langues autochtones, cependant ne permet pas que les langues des peuples dominés développent une envergure nationale. A chaque langue correspond un territoire et aucune langue ne doit déborder les limites de son territoire. Seule une minorité d'indigènes a accès à la langue dominante. Le modèle assimilationniste, lui, éradique les médias dans les langues autochtones, il persécute les langues des peuples dominés. Les deux modèles sont certes protectionnistes, mais le premier qui est une mise en application de la politique d'apartheid favorise le développement séparé et en cela protège les langues des peuples dominés. Le modèle assimilationniste ne reconnaît pas le statut de langue aux parlés des peuples dominés et n'accepte pas non plus la cohabitation entre la langue dominante et toute autre langue.

Mots-clés : cohabitation des langues, modèle assimilationniste, modèle ségrégationniste, médias, apartheid linguistique.

Abstract

This article brings to light the functioning of two models of language policies and their impact on the coexistence of languages in the media from 1884 to 1960 in Cameroon: the segregationist model and the assimilationist model. The segregationist model encourages the emergence of media in indigenous languages, however, it does not enable the languages of the dominated people to develop on a national scale. Each language corresponds to a territory and no language is expected to go beyond the limits of its territory. Only a minority of the indigenous people have access to the dominant language. The assimilationist model eradicates the media in indigenous languages and persecutes the languages of the dominated people. Both models are certainly protectionist, but the first which is an implementation of the policy of apartheid promotes separate development and consequently, protects the languages of the dominated people. The assimilationist model does not even recognize that the languages spoken by dominated people are languages nor does it accept cohabitation between the dominant language and any other language.

Keywords: cohabitation of languages, assimilationist model, segregationist model, media, linguistic apartheid.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE
SUDLANGUES**

N° 18 - Décembre 2012

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

sudlang@refer.sn

Tel : 00 221 548 87 99

INTRODUCTION

La cohabitation des langues n'est pas toujours pacifique (Calvet, 1981, 1987). Les spécialistes (Clairis, 1988, 1991 ; Dorian, 1981, 1989 ; Dressler, 1972, 1981 ; Fernandez Garay, 1984, 1986 ; Giacalone Ramat, 1983 ; Mackay, 1976) s'accordent sur le fait que la cohabitation et plus précisément le contact des langues sont à l'origine de la mort des langues. Dans un article publié dans le journal *Patrimoine* (n° 0010, 2001 : 8), Onguene Essono se pose la question suivante : « *Les langues camerounaises et les langues étrangères : à qui profite la cohabitation ?* ». L'auteur montre que c'est aux langues étrangères que profite la cohabitation d'autant plus que celles-ci bénéficient du statut de langues officielles de l'État. Ce sont les langues qui procurent des emplois à leurs locuteurs et celles grâce auxquelles se fait la promotion sociale. Les langues autochtones partent donc défavorisées dans cette cohabitation. Elles ont « *un faible statut parce que leur maîtrise ne confère aucun avantage susceptible d'entraîner le développement économique et matériel des locuteurs* » (Onguene Essono, 2001 : 8). Les médias d'État, qui bénéficient des sources de financement étatiques et monopolisent les principales sources de publicité, diffusent dans les langues officielles de l'État qui sont le français et l'anglais.

Une étude menée par la FES¹ révèle que les problèmes majeurs qui constituent un obstacle au développement des médias au Cameroun sont : « *le manque de fonds pour les journaux dont les promoteurs sont généralement de petits entrepreneurs nécessaires, les coûts élevés des matières premières qui rendent le produit fini inaccessible aux lecteurs déjà pauvres, la distribution archaïque des journaux, les revenus limités tirés de la publicité, le manque de formation requise pour produire un journal de qualité* » (FES, 1998 : 40). Les médias d'État monopolisent également les principales sources de publicité provenant des principales sociétés du pays dont la plupart appartiennent au gouvernement. La presse privée se contente donc des ventes dont les retombées sont incertaines (FES, 1998 : 43). Généralement, les éditeurs camerounais sont également les seuls propriétaires de leurs journaux qu'ils gèrent à partir de leurs poches et/ou des comptes bancaires personnels de la même manière qu'on gérerait son revenu mensuel. (FES, 1998 : 41).

Au cours d'une table ronde organisée le 3 mai 1995 à l'ESSTIC², à l'occasion de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, Paul Célestin Ndembiyembe, alors Directeur Général de la SOPECAM³ déclarait que la presse camerounaise est menacée de disparition. Un journaliste de R.F.I. parle d'un « *taux de mortalité* » trop élevé de la presse en Afrique (21/12/2003). Ne peut-on expliquer la mortalité des médias que par les problèmes d'intendance ?

Notre hypothèse est que les spécialistes accordent un peu trop d'importance aux problèmes d'intendance. Nous nous proposons de montrer que les langues dans lesquelles les médias diffusent peuvent constituer un facteur défavorisant pour leur survie. Nous examinerons deux modèles en matière de politiques linguistiques pour observer leur incidence dans les médias : le modèle ségrégationniste et le modèle assimilationniste.

¹ Fondation Friedrich-Erbert-Stiftung

² École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication

³ Société de Presse et d'Édition du Cameroun

I. LE MODELE SEGREGATIONNISTE ET SES CONSEQUENCES DANS LES MEDIAS

Nous prendrons comme exemple de modèle ségrégationniste celui utilisé par l'administration coloniale allemande au Cameroun. Les spécialistes (Ikele-Matiba, 1963), (Mveng, 1985, 100), (Essomba, 2005 : 243), s'accordent sur le fait que l'administration coloniale allemande au Cameroun avait pratiqué une politique de développement séparé que Essomba (2005) appelle « apartheid avant la lettre ». Le modèle ségrégationniste allemand⁴ se traduit dans les faits par des localités divisées et séparées par des zones tampons, mais reliées entre elles par un réseau de voies de communication, etc. Chaque communauté linguistique a un territoire et des infrastructures (administration, écoles, dispensaires, marchés, églises, etc.) qui la rendent autonome. Les Allemands appliquent le principe de territorialité. Ils justifient leurs choix politiques par des axiomes, notamment celui selon lequel instruire l'indigène ou le confesser dans sa langue maternelle permet de produire des résultats inestimables.

1.1. La presse écrite

Sur le plan médiatique, le modèle ségrégationniste se manifeste par une presse en langue allemande et une presse en langues camerounaises. La presse en allemand est destinée aux Allemands et celle en langues camerounaises aux indigènes. La presse allemande est essentiellement une presse coloniale, d'où ses titres : *Kolonialzeitung*, *Beitäge zur Kolonialpolitik*, *Kolonialwirtschaft*, *Zeitschrift für Kolonialpolitik*, *Kolonialrecht*, *und Koloniawirtschaft*, *Kamerun Post*, *Amtsblatt für das Schutzgebiet Kamerun*, *Der Tropenpflanzer*. Elle soutient l'œuvre coloniale, élabore des stratégies pour l'occupation et l'exploitation du territoire, parle des différents aspects de la vie économique dans les colonies, etc. L'œuvre coloniale est aussi soutenue par les religieux à travers *Evangelisches Monatsblatt* (mensuel évangélique).

La presse en langues camerounaises est tenue par les religieux, d'où ses titres : *Mulee Ngea* du duala « Le guide », *Ngengeti* du duala « L'étoile », *Dikalo* du duala « La cloche », *Mwendi ma Baptist* du duala « Le message baptiste », *Mwendi Ma Musango* « message de paix », *Mefoe* de l'ewondo « Les nouvelles », *Nkul Zambe* du bulu « Le tamtam de Dieu », *Nleb be kristen* de l'ewondo « Le conseiller des chrétiens », *Njel Ion* du bassa « la voix du peuple », *Bebela Ebug* de l'ewondo « La parole vraie », *Radio-Nnam* de l'ewondo « La radio du pays » (le porte parole du peuple), *Zôso Efia* du bulu « La parole vraie », *Nufi* du bamiléké « La chose nouvelle », *Essamndzigui* de l'ewondo « L'éducateur », *Mongo Beti* de l'ewondo « L'enfant beti », et bien d'autres.

La presse écrite dans les langues camerounaises œuvre pour l'évangélisation et l'éducation des indigènes. Elle leur enseigne le respect de l'ordre établi, la soumission totale au Blanc, les grandes figures de l'Empire allemand, la grandeur de la nation allemande, la supériorité raciale, l'hygiène, la salubrité, la discipline, la rectitude morale. Les médias en langues camerounaises n'abordent donc jamais des sujets qui peuvent amener les indigènes à s'émanciper ou à se révolter. Ils amènent les indigènes à considérer la colonisation comme une bonne chose et le Blanc comme un être supérieur.

Les indigènes n'ont pas le droit d'accéder au contenu de la presse allemande de peur qu'ils sachent ce que les Blancs disent d'eux et de leur territoire. Cet argument a d'ailleurs

⁴ Nous l'avons étudié plus en détail dans un article intitulé « La dégermanisation du Cameroun » nous n'en faisons ici qu'un bref rappel dans le but d'évaluer ses performances sur le paysage médiatique.

beaucoup contribué à freiner l'éducation des indigènes dans la langue allemande. Au moment où l'administration coloniale allemande décide d'éduquer les indigènes en allemand parce qu'elle a besoin d'une main d'œuvre indigène bon marché sachant lire et écrire l'allemand, elle fait face à une opposition farouche au sein de la communauté allemande qui trouve qu'éduquer les indigènes en allemand va faire d'eux des Nègres orgueilleux. Certains de ces opposants soutiennent aussi que si on venait à éduquer les indigènes en allemand, il faut qu'on ne leur enseigne ni la lecture ni l'écriture, encore moins la dictée qu'ils considèrent comme responsable de la subversion.

1.2. Le livre dans les langues camerounaises

La production du livre dans les langues camerounaises date de la période précoloniale. La colonisation foubé dans la partie septentrionale du pays précède l'arrivée des premiers missionnaires occidentaux sur la côte camerounaise et le protectorat allemand signé le 12 juillet 1884. Les Foulbés qui colonisent la partie septentrionale du Cameroun sont des lettrés. Depuis le 18^e siècle, les écoles coraniques sont solidement implantées dans ce qui deviendra le Cameroun septentrional. Elles donneront naissance à plusieurs générations d'élites intellectuelles musulmanes. Elles sont dirigées par la caste fanatique des mallumen et des modibbé.

Le modibbo est un lettré qui joue le rôle de conseiller auprès du lamido. Il est très attaché aux enseignements du Coran. Les lamibé du Nord Cameroun étaient entourés d'intellectuels éclairés bien avant la pénétration allemande. Pour Eldridge Mohamadou (in *Abbia* n°3, septembre 1963), « Il a existé auprès des lamibé de véritables écrivains professionnels : les modibbé dont le travail consistait uniquement à écrire, à transcrire et à réciter les textes religieux et profanes. À la fois poète de cour, narrateur, chroniqueur, historien et écrivain officiel, le modibbo occupait un statut privilégié souvent transmissible de père en fils, qui permettait d'occuper un rang élevé dans l'entourage du souverain ». Il existe, dans ce qui deviendra le Nord du Cameroun, une élite intellectuelle très influente avant la création de la première école occidentale dans Sud du Cameroun. C'est cette élite intellectuelle qui aidera Njoya à créer ses écoles et à mettre au point son propre système d'écriture. C'est cette même élite intellectuelle qui exercera son influence sur les populations du Nord du Cameroun pour entraver la pénétration de la religion chrétienne et de l'école occidentale. Le plus célèbre des écrivains officiels du Nord du Cameroun, à cette époque, est le modibbo Bakari. Il laisse une grande production écrite comprenant en grande partie l'Histoire des Sultanats de Maroua.

Dans le Sud du Cameroun, les tout premiers livres écrits dans les langues camerounaises apparaissent dès les années 1840. Ils sont l'œuvre de missionnaires étrangers. Joseph Merrick de la Baptist Missionary Society s'installe à Bibia en 1844. Il y crée la première imprimerie. Le premier livre scolaire et le premier syllabaire en langue isubu paraissent la même année. Alfred Saker, lui aussi, de la Baptist Missionary Society, arrive à Douala le 10 juin 1845. Il écrit le premier syllabaire en langue douala en 1847, la première grammaire du douala, traduit la Bible en douala et écrit *Le catéchisme* en 1891 et le *Manuel de liturgie* en 1897 en langue douala. Alors que les missionnaires baptistes portent leur prédilection sur la côte, la Mission presbytérienne américaine, qui s'installe au Cameroun en 1871, porte sa prédilection sur l'arrière-pays : d'abord au Sud à Ebolowa, à Elat où elle ouvre des imprimeries, à Lolodorf, Metet et Foulassi. Elle s'installe par la suite au Nord où elle crée des écoles bilingues à Garoua et à Yagoua, construit la léproserie et l'imprimerie de Kaélé.

Au moment où les Allemands débarquent au Cameroun, ils y trouvent des écoles, des imprimeries, des livres écrits dans les langues du Cameroun. Il y a déjà, sur le territoire qui deviendra le Cameroun, une élite intellectuelle qui sait lire et écrire non seulement les langues camerounaises mais aussi les langues occidentales et orientales, en particulier la langue anglaise dans le Sud et la langue arabe dans le Nord. Certains de ces lettrés connaissent l'Europe. King Bell, par exemple, avait fait ses études à Bristol, en Angleterre.

Les Allemands ne détruisent ni les écoles chrétiennes du Sud ni les écoles coraniques du Nord. Ils accordent une attention particulière à la production du livre dans les langues camerounaises pour l'instruction des indigènes.

1.3. Les livres et les écoles de Njoya

Le roi Njoya ne veut se convertir ni au Christianisme ni à l'Islam. Il veut vivre en paix aussi bien avec le pouvoir religieux que l'administration coloniale allemande. Il crée sa propre religion et met au point son propre système d'écriture (l'écriture mfemfe), pour n'adopter ni l'écriture musulmane ni celle des chrétiens parce qu'il ne veut devenir ni chrétien ni musulman. Il crée ses propres écoles. Elles sont au nombre de quarante-sept et dénommées *ndab lerewal* (maison du livre). Il crée sa propre imprimerie et la langue d'administration de son territoire (la langue mum). Les premiers moniteurs, hommes et femmes, sont ses anciens élèves, formés sur la base de son propre système d'écriture. Les Allemands le laissent faire parce qu'ils ne voient en lui aucun danger. Ils favorisent l'enseignement des indigènes dans leurs langues pour deux principales raisons. La première est qu'ils ont la conviction qu'éduquer l'indigène dans sa langue favorise l'éclosion de son génie. La deuxième est qu'ils pratiquent une politique de développement séparé.

En 1910, Njoya écrit *Pu lewa fu nzüt fu libok* (Le livre de médecine, litt. Le livre des remèdes guérisseurs / le livre des remèdes qui guérissent). En 1921 il écrit *Yi mua' lewa fon na mom le ne rifum* (Histoire des lois et coutumes bamoun, litt. Ceci est le livre des rois bamoun partis de Rifum). En 1922 il écrit *Yi li nda lerewa mua' nuet nkwete* (litt. le nom de ce livre est *Poursuis et attend*), 82 pages. On trouve aussi au musée de Foumban une carte du pays bamoun (lewa nqu) entièrement annotée en écriture mfemfe et en langue *mun*. La bibliothèque du Palais de Fumban contient près d'une centaine de titres, 91 environ, dans plusieurs domaines : traduction des versets bibliques de l'ancien testament, recueil des fables, histoire des Bamoun, discours prononcés par les rois bamouns, histoire des chefs proches des Bamouns (Tikars, Bamilékés, etc.), calendrier agricole, lettres, livre foncier, registres de recensements, jugements des tribunaux coutumiers. On y retrouve aussi un calendrier agricole et un livre foncier. Aujourd'hui, l'œuvre de Njoya n'est plus accessible dans sa version originelle, c'est-à-dire dans la langue *mum* et le système d'écriture *mfemfe*.

La politique de développement séparé de l'administration coloniale allemande au Cameroun avait favorisé l'éclosion du livre et de la presse dans les langues camerounaises aussi bien par les Camerounais que par les étrangers qui s'intéressaient aux langues du Cameroun : Schmitt Alfred *Die Bamun-Schrift (L'écriture bamoun)* Wiesbaden, Harrassowitz, (XVI – 701p.) ; Schurle Georg, *Die Sprache der Bassa in Kamerun. Grammatik und Wörterbuch (La langue bassa : grammaire et dictionnaire)*, Hamburg, L. Friederichsen (1912, VIII – 202p.). Elle avait aussi produit des résultats positifs sur le plan de la

cohabitation des langues dans les médias⁵. Cependant, elle présentait de nombreux inconvénients.

1.4. Inconvénients du modèle ségrégationniste dans les médias

Il est scientifiquement prouvé qu'instruire un homme et le confesser dans sa langue maternelle permet de produire des résultats inestimables. Cependant, cet argument peut permettre de justifier l'apartheid.

Le modèle ségrégationniste allemand consacre la domination raciale. Seule la langue allemande a le droit d'aborder tous les sujets de la vie nationale (politique, économie, agriculture, recherche scientifique, etc.). Les langues camerounaises se limitent aux sujets tels que la religion, la morale, l'éducation civique, l'hygiène, les faits divers, etc. Cela fait d'elles des langues bonnes pour l'évangélisation et la manipulation des indigènes. Une langue aura beau être écrite, tant que dans celle-ci on n'aborde que des sujets limités, sa vitalité est aussi limitée. La vitalité d'une langue est entretenue par les différents domaines dans lesquels celle-ci est employée : économie, politique, agriculture, ingénierie, informatique, etc.

Seuls les médias en langue allemande ont une envergure nationale. Les médias en langues camerounaises ont tous un caractère local⁶. Les titres des journaux sont liés à des aires linguistiques précises. L'administration coloniale allemande avait pris des mesures pour qu'aucune communauté linguistique n'exerce son influence sur les autres et qu'aucun chef n'ait de l'ascendant sur les autres. Elle voyait d'un mauvais œil toute langue camerounaise qui débordait les limites de son territoire. Aussi, au moment de choisir la langue territoriale du Cameroun, au lieu de promouvoir une langue camerounaise, l'administration coloniale allemande opte-t-elle pour le swahili qui n'est pas une langue camerounaise.

Le modèle ségrégationniste crée des barrières étanches entre les races et les ethnies. Quel que soit leur degré de germanisation, les indigènes restent africains. L'éducation de ces Africains est abandonnée entre les mains des religieux qui soutiennent mordicus l'instruction des indigènes dans leurs langues, la protection de leur personnalité culturelle, l'enracinement des indigènes à leur terroir, la prise en charge des indigènes par eux-mêmes. Le modèle ségrégationniste allemand avait produit des résultats considérables en ce qui concerne la promotion des langues camerounaises, le développement de la presse, la production du livre dans les langues camerounaises, la formation des maîtres, des catéchistes, des prêtres et des pasteurs.

II. LE MODELE ASSIMILATIONNISTE ET SES CONSEQUENCES DANS LES MEDIAS

Nous prendrons comme exemple de modèle assimilationniste celui utilisé par l'administration coloniale française⁷ au Cameroun. Il vise à transformer les peuples colonisés

⁵ Bal (1979) semble observer un phénomène similaire s'agissant du Congo où la politique coloniale belge avait favorisé l'éclosion des langues autochtones.

⁶ On peut arguer que le Cameroun à cette époque ne dispose pas du réseau de distribution qui est le sien aujourd'hui. La plupart des journaux sont en effet distribués par MESSAPRESSE qui, à cette époque, n'existe pas encore. Qu'aurait pu MESSAPRESSE devant l'administration coloniale allemande ?

⁷ Certains spécialistes (Chaudenson, 2001 ; Renard, 2001) considèrent cette politique assimilationniste comme de « l'apartheid linguistique » (Chaudenson, 2001 : 13).

en citoyens français. Nous allons observer comment il fonctionne au Cameroun dès la fin de la première guerre mondiale.

Au fur et à mesure que les troupes progressent, les puissances alliées entreprennent de retirer du paysage médiatique camerounais tout ce qui est écrit en allemand et d'expulser du Cameroun toutes les populations d'origine allemande, y compris les religieux. Le journal *Kamerun Post*, créé en 1908 à Buea, qui éditait en allemand, doit sa survie au fait qu'il devient *Cameroon Post* et édite désormais en anglais. Mveng (1985) montre comment, pour sauver certains livres écrits en allemand, certains Camerounais avaient dû les enfouir au fond de leurs malles. Eyezoo (2005 : 119) montre comment l'expulsion des religieux d'origine allemande sème le doute dans l'esprit des indigènes.

« Ils assistent avec stupéfaction à l'expulsion de tous les Allemands, y compris les religieux. La scène se passe un dimanche matin, au mois de janvier 1916. Le chroniqueur du journal de Mvolyé relate : « Les chrétiens présents à la Mission regardent, étonnés, un officier de l'armée victorieuse qui fait les cents pas dans la cour en... récitant son chapelet. » Il s'agissait du père Bittrémieux, d'origine belge et aumônier militaire. Le religieux scheutiste s'adressa à quelques catéchistes en ces termes : « Je suis un Père catholique, comme vos Pères allemands. Je vais célébrer la Grand-messe. Pouvez-vous prévenir les gens ? »

Les catéchistes hésitèrent d'abord, parce qu'ils ne comprenaient pas « qu'un de ces soldats du Diable qui ont chassé leurs Pères, leurs frères, leurs sœurs, veut dire la messe ! » Par le tambour d'appel, ils invitèrent néanmoins les chrétiens à venir suivre le message que voulait délivrer ce militaire-prêtre. La foule venue nombreuse à cette messe inédite se rendit compte que qu'il s'agissait d'un prêtre bien qu'il fût un soldat ; que le rituel était le même (messe, gestes, prières, chants, communion) (Eyezoo, 2005 : 119).

Pour les indigènes, le départ des religieux signifie la fermeture des écoles, des journaux, des maisons d'édition, des imprimeries, etc. Ceux-ci opposent une résistance à la fermeture des écoles et des églises. Les chefs catholiques autochtones, lors d'une entrevue avec les généraux du corps franco-britannique, expriment clairement leur position :

*« Vous avez enlevé nos missionnaires, les **German Fathers**, parce que vous avez la guerre avec leur pays (sic). Cela, c'est votre affaire, votre palabre. Mais nous, nous ne pouvons pas rester ainsi sans Pères, sans messe, sans sacrements, sans doctrine. Envoyez-nous des Pères de votre pays. » (Briault, 1934 : 27 cité par Eyezoo, 2005 : 120).*

Pour les indigènes, la guerre est une affaire de Blancs. Eux, les indigènes ont besoin d'instruction, de sacrements, de doctrine. Ils ne comprennent pas pourquoi ils font les frais d'une guerre qui n'est pas la leur, ce d'autant plus que les missionnaires allemands expulsés

ne sont remplacés qu'en partie. Le nombre de missionnaires dont disposent les Français de la congrégation du Saint-Esprit (cinq au début de la guerre) est vingt fois inférieur à celui des pères pallottins allemands. Cinq stations sur quinze seulement sont occupées jusqu'en 1916 par les spiritains (Eyezoo, 2005 : 122). Les indigènes décident de se prendre en charge.

« En 1917, l'infatigable pasteur camerounais Modi Din, issu du travail de la Mission de Bâle de tendance luthérienne, avec l'évangéliste de la région, Peter Essoka Disso, avait rendu visite à la communauté de Nyassosso. A cette occasion il leur avait déclaré : « A bona sango, bakala ba mende pe wele timba na biso. Ndé, to e be ndé ne, ebol'a Loba yangamenen wala o boso tongwea na biso mene, o nginya ndol'ao » (Frères, les Européens qui nous ont apporté l'Évangile, nous ont quittés. Nous ne savons pas s'ils vont revenir. Mais, quoiqu'il en soit, le travail de Dieu, c'est à nous de le continuer par nos propres efforts et par la puissance de Son amour) » (Messina et Slageren, 2005 : 49).

Le modèle ségrégationniste allemand avait appris aux indigènes à se prendre en charge par eux-mêmes et à mener une vie communautaire autonome. De 1914 à 1920, l'activité avait continué dans certains établissements scolaires où l'enseignement était dispensé dans les langues camerounaises, malgré l'expulsion des religieux. Les écoles officielles où l'enseignement était dispensé en allemand avaient été les plus affectées par la Grande Guerre. Celles-ci fermaient leurs portes au fur et à mesure que les troupes alliées avançaient. Le personnel camerounais qui avait été formé pour enseigner en allemand n'osait pas afficher son zèle sous l'occupation des Alliés.

La première guerre mondiale donne lieu à une situation qui semble chaotique au Cameroun. Des écoles et des églises sont devenues des entrepôts et des casernes. En se retirant, les Allemands brûlent les villages et massacrent tous ceux qu'ils soupçonnent de sympathie avec l'« ennemi ». En s'installant, les Alliés en font de même à ceux qu'ils soupçonnent de sympathie avec les Allemands.

La Mission presbytérienne américaine était restée à l'abri de la tourmente. Ses missionnaires n'avaient pas été mobilisés parce qu'ils appartenaient à une nation neutre. La guerre se termine au Cameroun en 1916 et c'est en 1917 que les Etats-Unis entrent dans le conflit aux côtés des Alliés. Les stations de la Mission presbytérienne américaine n'avaient pas été sinistrées. La Mission presbytérienne américaine avait gardé tout son personnel, ses imprimeries, ses livres et ses écoles où l'enseignement était dispensé dans les langues camerounaises. En revanche, ses effectifs avaient augmenté.

Le modèle assimilationniste traite les langues et les cultures étrangères comme des langues et des cultures « ennemies ». Dans le territoire placé sous mandat français par la SDN, l'éradication de la langue « ennemie » du paysage médiatique ne se limite pas à la seule langue allemande. L'administration coloniale française traite les langues camerounaises au même titre que la langue allemande. Celle-ci met au point des mécanismes pour les éliminer du paysage médiatique.

2.1. Interdiction des écoles où l'enseignement est dispensé dans les langues camerounaises

REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE

SUDLANGUES

N° 18 - Décembre 2012

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

sudlang@refer.sn

Tel : 00 221 548 87 99

Le 1^{er} octobre 1920, J. Carde, Commissaire de la République au Cameroun de 1919-1923, signe le tout premier arrêté portant organisation de l'enseignement dans le Cameroun sous administration française :

Art. II – Ne peuvent être reconnues comme écoles privées que celles qui donnent exclusivement l'enseignement en langue française et appliquent le programme suivant...

...

Toute infraction au présent arrêté entraînera la fermeture de l'école dans laquelle l'infraction aura été commise.

Douala, le 1^{er} octobre 1920

J. Carde

L'arrêté de J. Carde visait particulièrement la Mission presbytérienne américaine dont les pasteurs n'avaient pas été expulsés à la fin de la guerre et qui avait continué ses activités et avait conservé son imprimerie et ses écoles où l'enseignement était dispensé dans les langues camerounaises. Le capitaine Legrand engage un bras de fer avec l'Eglise presbytérienne américaine à Ebolowa pour la mise en application de l'arrêté du 1^{er} août 1920.

Nulle école ne fonctionnera désormais si l'enseignement n'y est donné en français dans les conditions édictées aux articles 2 et 3 de l'arrêté précité.

Les écoles en langue bouloou seront toutes fermées à compter du 1^{er} août 1921. Les infractions à cette règle seront poursuivies conformément à l'article 10 (Capitaine A. LEGRAND, Chef de la Circonscription d'Ebolowa à M. le Délégué de la Mission américaine à Elat)

Après la campagne camerounaise de 1916, le révérend Père Douvry avait commencé le recyclage des maîtres des écoles de mission à l'école française sise à Douala. Ceux-ci recevaient une formation de 7 à 8 mois. Ils passaient l'examen des instituteurs auxiliaires, appelé « examen des Moniteurs ». Ils étaient ensuite affectés et recevaient de l'administration française un certificat (attestation). Il fallait être détenteur de cette attestation pour être reconnu par l'administration française.

2.2. Interdiction des livres écrits dans les langues camerounaises

Dès 1921, l'administration coloniale française interdit l'usage des manuels scolaires en langues camerounaises.

Je vous rappelle qu'il ne doit, à l'heure actuelle, exister aucune [école] enseignant la lecture, l'écriture, le calcul, en langue indigène. Dans les centres de formation purement confessionnelle l'enseignement doit être purement oral et doit se borner à la doctrine religieuse [...] il ne doit exister dans un établissement tenu par un

catéchiste non muni d'un certificat d'aptitude ni alphabet ou livre élémentaire de langue indigène, ni tableau noir, ni ardoise, ni cahiers. Dans la mesure où il ne sera pas satisfait de ces conditions, j'estime qu'il est contrevenu aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} octobre 1920. Je serai donc dans l'obligation de proposer à M. le Commissaire de la République de prendre la mesure prévue par le paragraphe de l'article 10 du même arrêté. (Administrateur en chef de la Circonscription de Douala, le 15 février 1921).

L'administration française mettait au chômage tous les maîtres qui n'avaient pas été recyclés. En interdisant la lecture et l'écriture dans les langues camerounaises, elle porte un coup sérieux à ces langues étant donné qu'à la longue il n'y aura plus personne pour les lire et les écrire. En interdisant le livre, on interdit du même coup sa production. C'est la mort programmée du livre et de la presse écrite dans les langues camerounaises⁸.

2.3. Interdiction de la méthode contrastive

Les maîtres avaient été formés pour enseigner soit dans la langue allemande, soit dans les langues camerounaises. Sept à huit mois de recyclage en français ne suffisaient pas à faire d'eux des personnes capables d'enseigner en français. Le recours à la langue maternelle était inévitable. L'administration coloniale française interdit de recourir à la langue maternelle de l'apprenant dans l'enseignement. Pas de méthode contrastive, pas de traduction. Par conséquent, on ne peut recourir qu'à la méthode directe. L'argument avancé pour justifier la méthode directe est que la traduction ne permet que des progrès lents et l'enfant n'arrive jamais à penser dans la langue étudiée et encore moins à s'en servir dans la conversation. En réalité, la méthode contrastive et la méthode grammaire et traduction supposent qu'on fait de la langue maternelle de l'apprenant une langue écrite et enseignée. On l'étudie, la décrit et compare ses structures à celles de la langue cible.

2.4. Hausse des droits de douane pour les livres écrits dans une langue autre que le français

Les religieux envisageaient la possibilité de faire imprimer les livres écrits dans les langues camerounaises à l'étranger, compte tenu du fait que la production du livre dans les langues camerounaises était devenue difficile au Cameroun. L'administration coloniale française avait pris des mesures pour que les droits de douane pour les livres en français s'élèvent à 4% alors que ceux des livres en langues étrangères s'élevaient à 12,8%. Les livres écrits dans les langues camerounaises payaient des frais de douane équivalents à ceux des livres écrits dans les langues étrangères.

2.5. Destruction de l'œuvre de Njoya

Njoya détruira de lui-même son imprimerie, on ne sait exactement pour quelles raisons. Selon certaines sources, Njoya avait soumis ses plans à ses artisans, excellents travailleurs en cire perdue, qui ne mirent pas moins de sept ans à l'exécution de ce travail

⁸ Cette caractéristique est restée celle des langues camerounaises aujourd'hui qui ont conservé leur vitalité dans les médias à l'oral, c'est-à-dire à la radio.

délicat : *le roi, mécontent du résultat obtenu, mit l'ouvrage en pièces* (MVENG, 1984 : 245). D'autres sources pointent du doigt l'administration coloniale française : *aux prises avec l'administration française en 1920, Njoya entra dans une colère furieuse. Aussi fit-il refondre tous les caractères d'imprimerie* (PHILOMBE, 1984 : 49). Certaines sources affirment qu'il fut contraint de faire fondre les caractères de son imprimerie par le lieutenant Clapot sur instruction du Commissaire Marchand. Il fut déposé pour insoumission vis-à-vis du pouvoir colonial français. Il fut ensuite déporté à Yaoundé où il mourut pour avoir inventé et utilisé un système d'écriture non conforme à celui du français et que les Français ne pouvaient déchiffrer. Il constituait de ce fait une menace.

Les spécialistes (Dugast et Jeffreys, 1950), (PHILOMBE, 1984), (MVENG, 1984, 1985), (Ngandu Nkashama, 1992), (Ki-Zerbo), etc. se posent souvent la question de savoir ce qui était arrivé à Njoya. Pourquoi fut-il arrêté, qu'avait-il commis comme infraction ? Voici quelques réponses :

A Foumban, le roi Njoya fut déposé en 1923 pour des raisons qui ne furent jamais bien éclaircies. Sa personnalité, pour le moins, pouvait paraître encombrante dans un système qui demandait des sujets plus de marques de soumission et de reconnaissance, que d'initiative et d'originalité... Njoya, déporté à Yaoundé, y meurt dix ans plus tard. Un de ses fils, ancien élève de l'école officielle, est arraché de son comptoir pour le remplacer. (MVENG, 1985 : 135).

Pour Ki-Zerbo, c'est certainement la production littéraire de Njoya qui est à l'origine de sa déportation, en particulier son livre sur la religion bamoun.

« Le nom du livre est : Poursuis, atteins. C'est une sorte de doctrine syncrétiste, comportant des éléments de la Bible et du Coran. Njoya fut déposé et exilé par l'administration française prenant le pays en charge après la dépossession allemande. Vraiment, dans ce haut pays bamoum où l'air a une subtilité et une douceur qui invitent à la procréation intellectuelle, Njoya a déployé jusqu'au génie la palette de l'esprit africain. » (KI-ZERBO cité par NGANDU NKASHAMA, 1992 : 153).

Ngandu Nkashama n'évoque des raisons économiques que pour parler de l'exploitation du continent africain :

Njoya s'opposait à des forces qui le dépassaient assurément, et de loin. Ses possibilités d'un sultan condamné à une colonisation barbare ne lui permettaient qu'un sursis précaire, dans le jeu brutal de l'exploitation économique du continent, pour les besoins d'un asservissement permanent des peuples d'Afrique.

Bien plus tragiquement encore, il confondait les aspects apparemment pacifiques des activités du Missionnaire chrétien, avec les idéaux d'un christianisme chargé d'apporter la « Paix aux

hommes de bonne volonté ». Il ne pouvait donc pas soupçonner que l'ordre colonial n'avait pas d'autre objectif que cette même exploitation économique, et le développement illimité des sociétés capitalistes de l'Occident chrétien. Au prix des massacres et des répressions sanglantes, les colonisateurs n'agissaient que pour leurs intérêts exclusifs (NGANDU NKASHAMA, 1992 : 154-155).

Après son arrestation en 1923, Njoya est déporté à Yaoundé où il meurt dix ans plus tard. Malgré la fermeture de ses écoles, les *ndab lerewal*, en 1926, l'enseignement se poursuivra dans la clandestinité. Les populations bamoun opposeront une résistance à l'interdiction de l'enseignement dans la langue mum. L'administration coloniale française aura cependant le dernier mot. La fermeture des écoles de Njoya a aujourd'hui des conséquences sur le plan scientifique. Elle rend difficile l'accès au contenu des ouvrages qu'il a laissés. Dugast et Jeffreys (1950) ont pu exploiter *Yi mua' lewa fon na mom le ne rifum* (Histoire des lois et coutumes bamoun) parce que ce livre avait été traduit en français sous le titre *L'Histoire du peuple bamun* par un certain Martin.

2.6. Eradication des langues camerounaises par la traduction

Dans les établissements privés confessionnels, les contes, les proverbes et les épopées étaient enseignés dans les langues du Cameroun. Mais cet enseignement était oral comme le préconisaient les autorités françaises. Pour qu'ils soient enseignés sous la forme écrite, les contes, les proverbes et les épopées du Cameroun devaient être traduits en français. Pour accéder aux langues et cultures camerounaises, il fallait désormais passer par la langue française. A la fin des années 1920, on voit apparaître les premiers travaux sur les langues et cultures camerounaises dans une version soit monolingue (française), soit bilingue (français / langue camerounaise) : Leger Adrien, *Les contes bamiléké* (1929) ; New House, M.-J., *Mame ya nyol/Leçons d'hygiène* (1929) ; Moume Etia Isaac, *Les fables de Douala (Cameroun) en deux langues : français-douala* (1930) ; Nicol Yves, *Quelques légendes* (1932), *Le corbeau et sa femme : fable du pays bakoko, Cameroun* (1932) ; Dauzat, André, *Eléments de langue peule du Nord Cameroun* (1934) ; *Petit lexique peul-français* (1939) ; *Quelques notes de toponymie du Nord Cameroun* (1943) ; *Lexique français-peul et peul-français* (1956) ; Duperray, Bernard, *Grammaire ngambay élémentaire* (1953) ; *Lexique ngambay-français* (1953-1954) ; *Les mots clefs du ngambay* (1954) ; Graffin, René et Pichon, François, *Dictionnaire 1 : Kalara afelan bibuk ewondo ai flansi, 2 : Lexique ewondo -français* (1940-1950)

En 1939, l'Abbé Tobie Atangana transcrit l'épopée intitulée *Messi me Kodo Endo* dans une version bilingue ewondo-français. Celle-ci ne sera publiée qu'en 1960 dans la revue *Recherches et études camerounaises* (n°2, IFAN). Les contes et les épopées du Cameroun enseignés dans les écoles privées confessionnelles dans leur langue d'origine depuis les années 1930 (*Nkat-Zamba, Le jugement de Dieu*, enseigné depuis 1935), (*Ndenn-Bodo, L'araignée* enseigné depuis 1947) ne vont être publiés qu'à partir des années 1960, soit dans une version bilingue langue camerounaise-français, soit uniquement en français, la version en langue camerounaise ayant été évacuée. Towa, Gaspard, publie en français en 1966, *Ndenn-Bodo, l'araignée toilière*, Yaoundé, Ed. Clé. Soundjock, Emmanuel et Binam Bikoy, Charles, *Les contes du Cameroun*, Yaoundé, Ed. Clé, publiés en français. De l'avis des spécialistes, la version en français ne ressemble pas toujours à celle originale en langue camerounaise. Elle a été adaptée et remaniée conformément à la foi chrétienne. Dans certaines parties du

REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE

SUDLANGUES

N° 18 - Décembre 2012

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

sudlang@refer.sn

Tel : 00 221 548 87 99

Cameroun, le clergé semblait encourager soit ce genre de falsification soit le rejet pur et simple des contes et des épopées comme faisant partie du paganisme d'hier.

La traduction est une arme efficace pour l'éradication des langues. La langue cible s'approprie le corpus de la langue de départ et finit par faire de cette dernière une langue inutile. Au moment où le Cameroun accède à l'indépendance, la langue française s'est approprié le corpus des langues camerounaises par le biais de la traduction.

2.7. Quelques vellétés pour la survie des langues camerounaises dans les médias

La Mission presbytérienne américaine qui bénéficie du soutien et de la protection des Etats-Unis d'Amérique a conservé son imprimerie et sa maison d'édition, la Hasley Memorial Press d'Elat à Ebolowa. Celle-ci accorde son soutien à certains auteurs camerounais qui veulent lutter pour la survie de leurs langues dans les médias. Dès le début des années 1930 ces produits de la Mission presbytérienne américaine engagent leur combat.

Le chef de file est Jean-Louis Njemba Medou qui publie en langue boulou le premier roman camerounais intitulé *Nnanga Kon (Le fantôme blanc)* (1932). La même année, c'est-à-dire 1932, *Nnanga Kon* remporte le prix Margaret Wrong à Londres au Concours de l'« International African Institute ». Cet événement passe inaperçu au Cameroun où aucun écho ne semble en avoir été fait. *Nnanga Kon* connaîtra cependant un grand succès dans certains milieux au Cameroun et à l'étranger. Il sera réédité en 1939 à 2000 exemplaires, en 1953 à 5000 exemplaires, 1976 à 3000 exemplaires, 1986 à 3000 exemplaires.

Né en 1902 à Biyeyem non loin d'Ebolowa, Jean-Louis Njemba Medou est inscrit à l'école de la Mission presbytérienne américaine d'Ebolowa où il poursuit ses études en boulou. Il fait partie de la génération des Camerounais qui, après avoir fait leurs études dans leur langue maternelle et/ou en allemand, avaient été obligés, après la défaite de l'Allemagne de se recycler en français pour servir sous l'administration française⁹. En 1922, il obtient son certificat d'Études Primaires. Il est admis la même année au concours d'entrée à l'École Primaire Supérieure de Yaoundé. Il en sort diplômé en 1925.

Il est recruté comme maître à la mission protestante et enseigne en français à Foullassi (près de Sangmelima), Elat (Ebolowa), Bibia (près de Lolodorf). Il est recruté comme fonctionnaire de l'Enseignement primaire par l'administration française et exerce tour à tour comme maître à l'École principale de New-Bell à Douala et à l'école Professionnelle de Douala. Il est respectivement promu Directeur des écoles officielles suivantes : Ambam, Ngaoundéré, Bey (près de Garoua), Bilon (près d'Ebolowa), Yaoundé (école Marigoh). Il enseigne à l'école régionale d'Ebolowa, est affecté à la Direction de l'Enseignement à Yaoundé et effectue un stage pédagogique à l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud (France) en 1952. Mais pourquoi publie-t-il *Nnanga Kôn* en boulou ?

Pour Jean-Louis Njemba Medou, deux principales raisons expliquent son action. La première est que tout Boulou doit savoir jouer du tam-tam. La deuxième est que la langue boulou ne doit pas disparaître ... (*Nnanga Kôn*, édition de 1986, p.9).

L'interdiction de la lecture et de l'écriture dans la langue boulou et la fermeture des écoles dans lesquelles l'enseignement était dispensé dans cette langue doit certainement justifier l'acte posé par l'auteur de *Nnanga Kon*. D'où son souci d'écrire en boulou et surtout de choisir dans cette langue la variété qu'il considère comme le boulou de référence à cette

⁹ Toutes les écoles en langue boulou ont été fermées le 1^{er} août 1921.

époque. Certains spécialistes (Fame Ndong, 1989 : 4), (Pierre Alexandre, 1966 : 211) la considèrent comme recherchée ou archaïque.

Quand une langue n'est plus enseignée, elle semble se corrompre très vite. Le chronolecte utilisé par les anciens semble ne pas être transmis aux jeunes générations. Njemba choisit d'écrire dans ce chronolecte qu'il considère comme le boulou correct. « ajò te bi nga jen minnôm bifia y a nkobò te. » « voilà pourquoi nous avons cherché les vieux mots de cette langue » (Njemba Medou, 1986 : 9). L'auteur semble s'insurger contre la jeune génération qui n'a pas appris le boulou à l'école et qui ne parvient plus à reproduire le modèle scolaire qui était enseigné à son époque et qu'il continue de considérer comme le modèle de référence.

Minnôm bifia traduit par *archaïsme* semble poser problème¹⁰ (Pierre Alexandre, 1966 : 211), (Fame Ndong, 1989 : 4). Car le mot archaïsme en français a une connotation péjorative. Alors que *minnôm bifia* chez Njemba Medou semble avoir une connotation méliorative. Cette expression signifie littéralement *les vieux mots*, mais devrait être traduite par *les mots utilisés par les anciens*, c'est-à-dire le boulou tel qu'il est parlé par les vieillards, les anciens, ceux qui savent le parler, le boulou tel qu'il devrait être parlé par les jeunes générations.

Le deuxième est le Révérend pasteur Mathias Meye me Mkpelle. Il publie en langue bulu un essai intitulé *Dibi bâ efufub (Les ténèbres et la lumière)* (1932). Il semble avoir aujourd'hui sombré dans l'oubli.

Le troisième est Ondua Engulu qui publie en boulou *Dulu bon be Afrika (Le voyage des enfants d'Afrique)* (1954). L'auteur est né en 1929. Il enseigne à l'époque au Collège Presbytérien. Ce livre connaîtra un grand succès : la troisième édition sera publiée en 1959.

La Hasley Memorial Press publie la traduction en boulou de l'œuvre de John Bunyan intitulée *Pilgrim's Progress* sous le titre *Dulu Ntone Krist : Ane a kôlô si nyô a ke nlam Zambe* (En suivant le Christ : Tel qu'il est allé dans les cieux). La traduction est de Nti Ela et Nkata Mvondo. La troisième édition est de 1959.

Le combat engagé par les produits de la Mission presbytérienne américaine recevra un écho favorable chez certains catholiques soutenus par l'Imprimerie Saint-Paul de Yaoundé. L'abbé Maks Messi publiera tour à tour : *Mved. Messi me Kodo Endono (Chants en l'honneur Messi me Kodo Endono)* (1955– 39p.), *Mved. Owono Bomba (Chants en l'honneur de Owono Bomba)* (1964 – 64p.) *Mved. Atana Enyegue (Chants en l'honneur de Atana Enyegue)* (1965 –20p.)

Au moment où les Camerounais s'engagent dans la lutte pour l'indépendance de leur pays qui surviendra le 1^{er} janvier 1960, le combat politique pour la survie de leurs langues dans les médias semble ne plus être à l'ordre du jour. Seuls comptent désormais l'indépendance du Cameroun, l'unification des deux Cameroun, l'unité nationale. Tous les

¹⁰ *Nnanga Kon* est écrit dans un boulou qu'on ne parle plus aujourd'hui. Fame Ndong et Pierre Alexandre n'ont pas tort de parler d'archaïsme. Le problème est cependant digne d'intérêt au plan scientifique car la Bible en langue boulou publiée sous le titre de *Kalate Zambe* en 1940 par l'Alliance Biblique n'est plus comprise aujourd'hui que par des personnes du troisième âge. C'est sa version de 2006 qui est aujourd'hui utilisée. Or entre 1940 et 2006 la Bible en boulou a connu plusieurs versions. Comment se fait-il que nous puissions lire et comprendre aisément des œuvres écrites en français au 17^e, 18^e, 19^e siècle alors que nous sommes aujourd'hui incapables de comprendre aisément une œuvre écrite dans une langue camerounaise il y a de cela moins d'un siècle ? L'explication que l'on peut donner à ce phénomène est que quand une langue n'est pas enseignée, elle évolue très vite même si elle est écrite. L'écrit fixe un état de langue qui quelques décennies plus tard devient archaïque. Le problème n'est plus seulement scientifique, il devient politique car il concerne toutes les œuvres écrites dans les langues camerounaises. Elles courent toutes le risque de devenir archaïques quelques décennies plus tard parce que l'état de langue dans lequel elles sont écrites n'est plus compris.

Camerounais, quelle que soit leur appartenance ethnique, linguistique ou religieuse, doivent se lever comme un seul homme pour libérer leur pays. Ils seront accompagnés dans leur combat par la presse écrite dans les langues autochtones que nous pouvons aujourd'hui classer dans la catégorie « œuvres et médias morts »¹¹ : le journal *Njel lon* était le porte-parole de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). *Bebela Ebug*, *Radio Nnam*, *Sosso Efia*, assuraient sur un mode satirique la contestation en ewondo et en bulu. *Nufi*, *Radio-Nnam*, *Nkul Bëti*, *Essamndzigi*, *Mongo Bëti* assuraient une fonction de mobilisation dans les aires linguistiques bamiléké et bëti (TABI MANGA, 2000 : 108).

CONCLUSION

Le paysage médiatique d'une nation constitue le reflet de son paysage linguistique. La disparition d'une langue des médias est l'indice d'une communauté linguistique en voie de disparition, en voie d'assimilation, ou encore d'une communauté linguistique victime de ségrégation ou de glottophagie (CALVET, 1987, 1996). Dans les années 1980, Dieu et Renaud (1983) signalaient déjà des langues camerounaises en voie de disparition. Selon eux, quelques vieillards seulement en étaient restés les seuls locuteurs. Ces vieillards sont certainement morts aujourd'hui. Dans un travail beaucoup plus récent, Biloa signale aussi des langues camerounaises en voie de disparition.

« Certaines de ces langues sont parlées par deux ou trois vieillards. Il en est ainsi du ngong, nagumi qui sont des langues bantoues septentrionales. C'est aussi le cas des langues Adamaoua : gey, duli et oblo. » (BILOA, 2003 : 19)

« À qui profite la cohabitation ? » Nous avons observé le fonctionnement de deux modèles en matière de politiques linguistiques : le modèle ségrégationniste et le modèle assimilationniste. Dans le modèle ségrégationniste, la cohabitation profite aussi bien aux langues européennes qu'aux langues africaines. La législation linguistique est en faveur de toutes les langues. Elle protège les droits des langues sous domination. Les médias en langues africaines jouissent d'une vitalité certaine, mais sont limités par le fait qu'ils n'abordent pas des sujets qui peuvent amener les indigènes à s'émanciper ou se révolter. Ils sont des instruments de régulation sociale et permettent d'obtenir l'obéissance et la soumission des indigènes. Le modèle ségrégationniste lui reconnaît son territoire à la langue autochtone. Il protège les limites territoriales des langues.

Dans le modèle assimilationniste, la cohabitation profite à une seule langue. Toute la législation linguistique est en faveur d'une seule langue, les autres étant considérées comme hors-la-loi. La langue du colonisateur n'accepte la cohabitation avec aucune autre langue qu'elle soit européenne ou africaine. Les médias dans les langues africaines sont menacés d'extinction. Le territoire appartient à la langue du colonisateur. Les langues des peuples sous domination sont persécutées voire « mises en esclavage » pour reprendre les termes de Mongo Bëti. Elles sont traitées comme des langues étrangères sur leur propre territoire. L'intérêt des populations ne compte pas. L'école reste fermée tant que l'enseignement ne se fait pas dans la langue coloniale, même si cela dure une éternité.

¹¹ Nous rangeons dans cette catégorie les chaînes de radio ou de télévision, les imprimeries ou les maisons d'édition qui ont fermé, les livres écrits dans une langue ou dans un état de langue qui aujourd'hui empêche l'accès à leur contenu, les journaux disparus, etc.

On peut observer que dans les deux modèles, ce ne sont pas les raisons économiques qui priment. Ce sont d'abord des raisons d'ordre politique qui permettent d'expliquer la mortalité des médias. S'agissant du cas du Cameroun, on peut trouver quatre raisons objectives à la régression des langues du paysage médiatique. La première est l'exclusion des langues camerounaises du système éducatif par l'administration coloniale. Celle-ci a eu une incidence considérable sur la vitalité des médias en ces langues. Un journal aura beau être soutenu au plan financier, s'il n'a pas de rédacteurs, il ne publie pas. Il aura beau avoir des rédacteurs, s'il n'a personne pour l'acheter, il ne se vend pas. Il aura beau être distribué gratuitement, s'il n'a personne pour le lire, il est condamné à mourir. La condition pour qu'une langue survive dans les médias est qu'elle ait des locuteurs, des rédacteurs, un corpus et un public cible capable d'accéder au contenu des médias.

La deuxième est qu'après l'Indépendance et la Réunification, les exigences de l'intégration nationale ont amené les nouvelles autorités camerounaises à œuvrer pour l'unité et l'intégration nationale et donc à se méfier des langues nationales, plus précisément des médias en langues nationales. La troisième est que toute l'attention de l'administration camerounaise est restée focalisée sur sa politique de bilinguisme français/anglais dont les théoriciens ont fait croire que c'était le seul moyen de procéder à l'intégration nationale.

La quatrième est que, dans l'ancien Cameroun oriental, la langue coloniale avait fini par faire des langues camerounaises des langues inutiles en s'appropriant leur corpus, leurs locuteurs, leurs fonctions sociales, leurs institutions et les médias. On n'a plus besoin de connaître le bassa ou le douala pour comprendre les contes, les épopées et les proverbes bassa ou douala. A partir du moment où ils ont déjà été traduits en français, on peut déjà les apprendre et comprendre cette langue. Il se développe donc l'idée que la langue camerounaise est inutile. *Nnanga kon* a été traduit en français. Cette version est celle que l'on rencontre aujourd'hui dans les rayons des librairies et des bibliothèques du Cameroun, la version originale en boulo ayant presque déjà disparu. Si on ajoute à cela le fait que les langues camerounaises ne procurent pas des emplois comme le montrent certains spécialistes, cela ne fait que renforcer le sentiment que ces langues sont inutiles. Les raisons d'ordre économique ne viennent que s'ajouter aux raisons d'ordre politique.

BIBLIOGRAPHIE

- ACKAD, Josette (1985). *Le roman camerounais et la critique*. Paris : Éd. Silex.
- BILOA, Edmond (2003) *La langue française au Cameroun*. Berne : Peter Lang.
- CALVET, Louis-Jean (1987). *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris : Payot.
- CALVET, Louis-Jean (1996). *Les politiques linguistiques*. Paris : PUF (Que sais-je ?).
- CHAUDENSON, Robert (2001). « Introduction » in CHAUDENSON, Robert et CALVET, Louis-Jean. *Les langues dans l'espace francophone : de la coexistence au partenariat*. Paris : Institut de la Francophonie/L'Harmattan, pp.3-70.
- CLAIRIS, Christos (1988). « Dynamique de la disparition ». in *Actes du XIVe Colloque international de Linguistique fonctionnelle*. Elsenieur, 29 juin 1987 – 4 juillet 1987. Louvain-la-Neuve : Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain, pp.99-101.
- CLAIRIS, Christos (1991). « Le processus de disparition des langues » in *La linguistique*. vol. 27. Paris : PUF, pp.3-13.
- CRETES (2000) *MEDIAMETRICAM ; Observatoire des médias et des libertés publiques*. n°00. août 2000.

REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE
SUDLANGUES

N° 18 - Décembre 2012

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)
 sudlang@refer.sn Tel : 00 221 548 87 99

- DIEU, Michel et RENAUD, Patrick, (dir.) (1983). *Atlas linguistique du Cameroun*. Yaoundé : ACCT/CERDOTOLA/DGRST.
- DORIAN, Nancy C., (dir.) (1989). *Investigating obsolescence: Studies in language contraction and death*. Cambridge: Cambridge University Press.
- DORIAN, Nancy C. (1981) *Language death: The life cycle of a scottish gaelic dialect*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- DRESSLER, Wolfgang (1972). « On the phonology of language death ». *Papers from the 8th Regional Meeting*. Chicago: Chicago Linguistic Society, pp.448-457.
- DRESSLER, Wolfgang (1981). « Language shift and language death. A protean challenge for the linguist ». *Folia Linguistica*. XV/1-2. The Hague : Mouton, pp.5-28.
- EFOUA ZENGUE, Rachel, DASSI et ZANG ZANG, Paul (1997). « Méthodes de constitution et de gestion du corpus lexicographique : Etat de la question pour le Cameroun ». in LATIN, Danièle et FREY, Claude. *Le corpus lexicographique : Méthodes de constitution et de gestion. Actes des troisièmes journées scientifiques du réseau thématique de recherche « Étude du français en francophonie »*. Louvain-la-Neuve : Duculot, pp. 175-185.
- ESSOMBA, Philippe-Blaise (2005). *Voie de communication et espaces culturels au Cameroun sous domination allemande (1884-1916)*. Thèse de Doctorat d'Etat en Histoire. Université de Yaoundé I.
- EYEZOO, Salvador (2005). « L'expulsion des missionnaires allemands du Cameroun pendant la première guerre mondiale à travers la correspondance des Pères français Barreau et Hermann ». in *Mémoire Spiritaine*. n°21. pp.116-132.
- FAME NDONGO, Jacques (1989). *Nnanga Kon*. Yaoundé : SOPECAM.
- FERNANDEZ GARAY, Ana (1984). « El mapuche ranquelino en via de extincion ». *Actas : Jornadas de lengua y literatura mapuche*. Temuco : Universidad de la Frontera, pp.139-152.
- FRIEDRICH-ERBERT-STIFTUNG (1998). *L'état de la presse au Cameroun*. Yaoundé : Éditions SAAGRAPH, 235 + 238 p. (édition bilingue français-anglais)
- GIACALONE RAMAT, Anna (1983). « Language shift and language death: a view of Nancy C. Dorian Language Death and Susan Gal, Language Shift ». *Folia Linguistica*. XVII/1-4. The Hague: Mouton, pp.495-508.
- MACKAY, William Francis (1976). *Bilingualisme et contact des langues*. Paris : Klincksieck.